

## BLOG — POST

# Du hard Brexit à un alignement européen choisi



Le Royaume-Uni ne veut plus seulement se rapprocher de l'Union européenne mais s'y conformer, autant qu'il lui est opportun. C'est, à gros traits, la nouvelle position affirmée par Keir Starmer. Le premier ministre britannique, qui avait initié à son arrivée au pouvoir en 2024 un prudent et longtemps vague Reset<sup>1</sup>. (réinitialisation) de sa relation à l'UE, passe à la vitesse supérieure. Dans un entretien à la BBC<sup>2</sup> le 4 janvier 2026, il a exprimé pour la première fois sans détour vouloir « plus d'alignement » britannique sur les normes du marché intérieur. Cet objectif, annoncé au début d'une année qui marquera les dix ans du référendum engageant la sortie du Royaume-Uni de l'UE, peut s'expliquer par cinq motifs.

Avant tout, un motif économique. Vu de Londres, la première raison d'être du Reset est de stimuler la croissance britannique, que le Brexit a érodée. Il aura grevé le PIB de 6 à 8% sur la décennie écoulée, selon la plus récente évaluation sérieuse publiée<sup>3</sup>. Pour les entreprises exportatrices des deux côtés de la Manche, un alignement sur le droit européen est gage de sécurité, de prévisibilité et de familiarité juridiques tandis que le Brexit a entraîné un saut dans l'inconnu réglementaire et un surcroît de paperasserie. Le premier ministre voudrait répéter dans d'autres secteurs un alignement européen en cours de négociation pour l'agro-alimentaire. Celui-ci prévoit que le Royaume-Uni se conforme aux normes sanitaires et phytosanitaires de l'UE en échange d'une levée des contrôles européens, que la sortie du marché intérieur a rétablis et qui obstruent des flux marchands auparavant fluides. De plus, cela facilitera les échanges internes avec l'Irlande du Nord, restée dans le marché européen et pour laquelle les nouveaux contrôles britanniques ne sont pas jugés complètement satisfaisants. Un tel processus d'alignement et de convergence est aussi prévu avec les marchés de l'électricité et du carbone. Un projet de loi posant le cadre général d'un alignement dynamique est attendu avant l'été.

## I • Motifs politiques

Mais les motivations de Keir Starmer sont bien sûr aussi très politiques. En premier lieu, vis-à-vis de l'opposition. Devant des intentions de vote pour le Labour, qui ont dégringolé au profit du parti de droite radicale populiste dirigé par Nigel Farage, Reform UK, crédité de 29%<sup>4</sup> à des législatives, et qui se retrouvent même en dessous de celles des Tories (à 18%), le dirigeant travailliste s'en prend aux deux partis qui ont mené au Brexit. Alors que son gouvernement se gardait de rallumer un débat sur le sujet qui a empoisonné la vie politique britannique et divisé le pays ces dernières années, il n'hésite plus depuis l'automne dernier à critiquer violemment les choix anti-européens de ses prédécesseurs.

Il le fait d'autant plus volontiers que, depuis 2022, les sondages d'opinion montrent par ailleurs qu'une majorité croissante de Britanniques regrettent le Brexit<sup>5</sup>, autre motivation pour le gouvernement de se montrer plus allant sur l'Europe. Cette opinion, largement répandue, l'est plus encore chez les jeunes. Le premier ministre tente donc d'exploiter la contradiction entre ce sentiment installé de « Bregret » (le regret du Brexit) et la sympathie envers Reform qui augmente depuis le printemps dernier.

L'affirmation d'une ligne plus européenne du gouvernement travailliste sert aussi à ne pas laisser ses concurrents europhiles du parti libéral (Lib-Dems), au centre, et des Greens, à sa gauche, s'attirer les faveurs d'une partie significative de l'électorat dans un paysage politique fragmenté. Le parti vert, traditionnellement opposé au Brexit, a fait une percée remarquée dans les intentions de vote grâce à la popularité de son nouveau chef, Zack Polanski.

Mais les motivations politiques de Starmer visent aussi, et peut-être d'abord, son propre parti. Le Labour affronte des échéances électorales en 2026 en position très défavorable, aussi bien en Ecosse qu'au pays de Galles, où des scrutins décisifs sont prévus en mai prochain. Keir Starmer voit son leadership déjà contesté dans ses rangs. La question de savoir s'il accomplira son mandat jusqu'à son échéance de 2029 est débattue dans les médias, qui scrutent ses potentiels challengers. L'un d'eux, Wes Streeting, actuel ministre de la Santé, l'a défié avant Noël en plaident pour un retour du Royaume-Uni dans l'union douanière<sup>6</sup>. En battant en brèche cette idée au profit d'un alignement sur le marché intérieur, Keir Starmer reprend l'initiative et cherche à se distinguer sur les sujets européens, où ses intentions étaient restées floues jusqu'ici.

Bien que personnellement réputé pro-européen, le chef de gouvernement ne va pas pour autant jusqu'à envisager une réintégration complète dans le marché unique, idée que des élus travaillistes agitent déjà pour leur programme à l'horizon 2029. Ceci impliquerait une libre circulation des personnes, jugée politiquement inflammable dans une opinion déjà à cran sur la question migratoire. Mais un principe que les Vingt-Sept ont toujours insisté comme étant indissociable du marché unique. Pour éviter de franchir cette ligne rouge politique, Keir Starmer s'en tient à un alignement « thème par thème, secteur par secteur » sur les normes européennes ainsi qu'à un projet d'une libre circulation strictement encadrée avec l'UE en faveur des jeunes (Youth mobility scheme).

## II • « Cherry-picking »

Reste que, même progressif et sectoriel, l'alignement implique sur le fond d'accepter le droit européen en l'état, sans guère de possibilités d'y déroger, moins encore de le façonnier en amont, à la différence des Etats membres. Un suivisme en contradiction flagrante avec le Brexit, dont l'opposition conservatrice dénonce la trahison. Et un principe que la City refuse à l'égard du secteur financier<sup>7</sup>. Aussi le premier ministre prend soin de présenter l'alignement comme un « choix souverain », consenti uniquement selon l'intérêt britannique.

Ce choix n'est pour autant aucunement assuré d'être forcément du goût des Européens. Ceux-ci voient dans la nouvelle approche britannique une forme avancée de « cherry-picking », de l'alignement à la carte pour lequel les Vingt-Sept évalueront scrupuleusement leur propre intérêt. Ceci donnera inévitablement lieu à de longues négociations détaillées, comme l'illustre déjà le cas pour obtenir la levée des contrôles sanitaires européens.

De plus, les Vingt-Sept redoutent qu'une possible future majorité outre-Manche hostile à l'UE ne défassent le rapprochement opéré par Starmer. En pratique, cela conduirait à rétablir les contrôles -et le personnel en poste qu'il implique- qui auraient tout juste été levés après avoir été rétablis par le Brexit ! Ce risque politique devrait conduire l'UE à imposer une pénalité de sortie, surnommée « clause Farage », à tout alignement sectoriel accepté.

Quel que soit le degré d'alignement en pratique achevé, il apparaît désormais évident que Londres est en train de transformer le hard Brexit en une version soft. La question de l'alignement sur le marché intérieur animera certainement le deuxième sommet UE/Royaume-Uni attendu vers mai-juin prochain, ainsi que le retour dans d'autres programmes européens<sup>8</sup>, après celui déjà annoncé dans Erasmus pour 2027. Après avoir eu une position singulière au sein de l'UE en arrachant des options de retrait, opt-outs, la Grande-Bretagne cherche à en créer une autre non moins originale à l'extérieur de l'UE, en négociant ce qu'on pourrait appeler cette fois des opt-ins.

### FOOTNOTES :

<sup>1</sup> Royaume-Uni/Union européenne, amorce d'un rapprochement

<sup>2</sup> The Keir Starmer Interview on Newscast

<sup>3</sup> Bloom, Nicolas; Bunn, Philip; Mizen, Paul; Smietanka, Paweł; Thwaites, Gregory. "Economic Impact of Brexit", National Bureau of Economic Research, Working Paper 34459, (Nov 2025)

<sup>4</sup> United Kingdom Public Opinion, POLITICO Poll of Polls

<sup>5</sup> "In hindsight, do you think Britain was right or wrong to vote to leave the European Union?"

<sup>6</sup> Sylvester, Rachel. "Wes Streeting: "I'm diplomatically ducking the question. this is not a pitch or a job application""", The Observer Walk, (December 2025)

<sup>7</sup> UK to exclude financial services from push for closer EU alignment foresee vote on reining Trump in over Greenland, Financial Times, (January 2026)

<sup>8</sup> Maillard, Sébastien. "Why UK should also rejoin European Civil Protection", UK in a Changing Europe, (December 2025)